

MAIRIE DE RIAN



ARRETE : PM N° 2023-410-5

**PORTANT AUTORISATION D'OCCUPATION
DU DOMAINE PUBLIC A USAGE
D'EXTENSIONS DE TERRASSE
« FETE DE LA COURGE »**

Nous, Maire de la Commune de RIAN (Var) ;

- VU, la loi du 4 avril 1884 ;
- VU, le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2212.1, L2212,-2, L222.6 et L2213-6 ;
- VU, le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.2125 et suivants ;
- VU, le Code Pénal et notamment son article R.610-5 ;
- VU, le Code de la Sécurité Intérieur et notamment les articles 132-1 et 511-1 ;
- VU, le Code de la Route et notamment ses articles L 411-1 et L 411-7 et R 417-10 ;
- VU, l'Arrêté Préfectoral du 20 septembre 1989 réglementant la vente des boissons alcooliques
- VU, l'Arrêté Préfectoral du 26 octobre 2016 portant réglementation de la Police Générale des Débits de Boissons dans le département du Var ;
- VU, la Loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
- VU, l'Arrêté Municipal en date du 22/12/1998, portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire de la commune ;
- VU, l'état des lieux ;
- VU, la délibération n° 2010/039 en date du 29/06/2010, portant révision de la redevance de stationnement et d'occupation du domaine Public.
- **CONSIDERANT**, la demande en date du 30 octobre 2023, par laquelle Madame GUELLIL Nathalie, 11 place du Posteuil, 83560 RIAN, sollicite, l'autorisation d'extensions d'occupation du domaine public, dans le cadre du 25ème anniversaire de la Fête de la Courge ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de permettre à la gérante de ce bar d'assurer d'une manière satisfaisante la quiétude de son exercice **dans le cadre du 25ème anniversaire de la Fête de la Courge**, sur la partie zébra Place du Posteuil, parties trottoir face au bar côté boulangerie et face à l'ancien Casino rue de la République ;
- **CONSIDERANT**, que dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publique, il importe de modifier provisoirement un espace public ;

ARRETONS

ARTICLE 1 : DEROGATION :

La commune autorise Madame GUELLIL Nathalie à utiliser une partie du domaine public comme extensions de terrasse, à l'occasion **du 25ème anniversaire de la Fête de la Courge**.

ARTICLE 2 : LIEU ET DUREE DE LA REGLEMENTATION

- Cette autorisation ne se fera seulement que pendant les deux jours de la FETE DE LA COURGE, sur les lieux suivants :

- **Place du Posteuil sur la partie Zébras et rue de la République sur les trottoirs à proximité de la boulangerie et de l'ancien Casino ;**

Le samedi 07 et 08 octobre 2023 de 08h à 18h

ARTICLE 3 : SECURITE

-La pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité de sa clientèle et des piétons pendant la durée d'occupation du domaine public.
En toutes circonstances, l'activité dans se bar doit cesser à 01h00, aucune présence de clientèle, personnel, amis ou famille ne sera permise.

ARTICLE 4 : ASSURANCES ET RESPONSABILITE

La pétitionnaire demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir. La bénéficiaire de l'autorisation doit posséder les assurances nécessaires pour couvrir tous les risques, incident et accident qui pourraient survenir du fait de l'occupation autorisée.

ARTICLE 5 : AGENTS D'APPLICATIONS

Tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de faire appliquer les présentes dispositions.

ARTICLE 6 : RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de TOULON dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>.

ARTICLE 7 : PUBLICATION

Le présent arrêté sera publié sous forme électronique conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 : AMPLIATION

Ampliation est faite à :

- Monsieur Le MAIRE,
- Monsieur le Secrétaire Général de la Commune,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de RIANIS,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale,
- Monsieur le Commandant de Corps des sapeurs-pompiers de RIANIS,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques,

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication sous forme électronique, conformément à l'article L2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à RIANIS
Le 04 octobre 2023

Pour Le Maire
L'adjoint Délégué à la Sécurité



Monsieur BLANC Joël